



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la Coordination et du
Soutien Interministériels
Bureau de l'environnement**

**Arrêté préfectoral complémentaire n° A6664 du 18 JUIN 2026
relatif à une modification du plan d'épandage concernant un élevage avicole exploité
par l'EARL LES GALLINACES dont le siège social est situé au 19 rue du bourg
79 240 SAINT-PAUL-EN-GATINE**

Le préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre 1er et le titre 1er du livre V ;
- Vu** le tableau constituant la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, annexé à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- Vu** le décret du président de la République en date du 18 octobre 2023 nommant Monsieur Patrick VAUTIER en qualité de secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;
- Vu** le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;
- Vu** l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous les rubriques n° 2101 et 3660 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2989 du 27 avril 1998 modifié délivré à l'EARL LES GALLINACES pour 65 000 emplacements volailles et de l'arrêté préfectoral n° A6477 du 17 août 2023 modifiant le plan d'épandage ;
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance déposé en mars 2026 par l'EARL LES GALLINACES relatif à la mise à jour du plan d'épandage ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 5 juin 2026 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 15 juin 2026 pour lui permettre de formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu la réponse de l'exploitant reçue par courriel le 17 juin 2026 informant ne pas avoir d'observations à formuler ; ;

Considérant que cette modification du plan d'épandage ne constitue pas une modification substantielle de l'activité avicole exploitée par l'EARL LES GALLINACES au sens de l'article R.512-46-23 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

ARRÊTE

ARTICLE 1. EXPLOITANT TITULAIRE

Article 1.1

L'EARL LES GALLINACES dont le siège social est situé 12 rue du bourg sur la commune de SAINT-PAUL-EN-GATINE est autorisé à exploiter sur le site de La Vazonnière de la même commune, un élevage de volailles concerné par le classement suivant au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

| Rubrique | Libellé de la rubrique | Classement | Volume autorisé |
|----------|---|--------------|----------------------------------|
| 3660 | Élevage intensif de volailles Plus de 40 000 | Autorisation | 65 000 emplacements volailles |

ARTICLE 1.2

les prescriptions du présent arrêté s'appliquent à toutes les installations ou équipements exploités dans l'établissement qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

L'exploitant respecte les dispositions suivantes :

– l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'EARL LES GALLINACES est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les articles suivants.

Article 2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n° A6477 du 17 août 2023 relatif à une modification du plan d'épandage exploité sur le site de la Vazonnière par l'EARL LES GALLINACÉS sur la commune de SAINT-PAUL-EN-GATINE sont abrogées et remplacées comme suit :

Les bilans de fertilisation sont les suivants :

| | Monsieur Vincent Pasquier | GAEC la Vallée Suisse |
|--|---|---|
| Surfaces mises à disposition (SAU en ha) | 91 | 188,35 |
| Azote produit sur l'exploitation (kg), | 6657 | 12730 |
| Azote importé (kg) | 2386 soit 120 tonnes de fumier de volailles provenant de l'EARL les Gallinacés | 6436 soit 380 tonnes de fumier de volailles provenant de l'EARL les Gallinacés |
| Export N par les cultures (kg) | 16464 | 29059 |
| P2O5 importé (kg) | 5027 | 5462 |
| Export P2O5 (kg) | 5428 | 10730 |

Les parcelles d'épandage sont localisées sur les communes de SAINT-PAUL-EN-GATINE, BREUIL BERNARD, BUSSEAU, MONCOUTANT, PUGNY, SCILLE, MOUILLERON-SAINT-GERMAIN et TERVAL.

ARTICLE 3. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 4. SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation de conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

ARTICLE 5. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr » :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36 du même code, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 6. PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions des articles R.512-46-24 et R.181-44 du Code de l'environnement :

1° une copie du présent arrêté est déposée en mairie de SAINT-PAUL-EN-GATINE et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de SAINT-PAUL-EN-GATINE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture ;

3° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 7 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, la sous-préfète de l'arrondissement de Bressuire, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Deux-Sèvres, le maire de SAINT-PAUL-EN-GATINE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'EARL LES GALLINACES.

Niort, le **18 JUIN 2026**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER